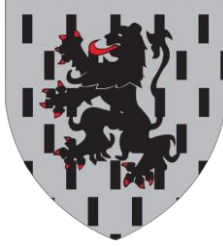


VILLE DE SPYCKER



COMMUNE DE SPYCKER

6 avenue Raphaël PIGACHE

59380 SPYCKER

Tél. 03 28 27 07 17

SIRET : 21590576100015

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Cahier des Clauses Particulières

Procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la Commande Publique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES N° 2026-01

**« Séjour vacances hiver 2027
Du samedi 20 février au samedi 27 février 2027
Transport inclus »**

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	4
ARTICLE 4.	DÉLAI D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 6.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 7.	CONTENU DU PRIX.....	7
ARTICLE 8.	VARIATION DES PRIX	7
ARTICLE 9.	AVANCES	7
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 11.	SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 12.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	9
ARTICLE 13.	REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
ARTICLE 14.	ASSURANCES	9
ARTICLE 15.	DÉLAI DE PAIEMENT	9
ARTICLE 16.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
ARTICLE 17.	FACTURATION.....	10
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE	11
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	11
ARTICLE 20.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 21.	MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 22.	RÉCEPTION.....	14
ARTICLE 23.	MESURES COERCITIVES.....	15
ARTICLE 24.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	15
ARTICLE 25.	CAS DE RÉSILIATION	16

Acheteur

Mairie de SPYCKER

6 avenue Raphaël PIGACHE 59380 SPYCKER

SIRET : 21590576100015

ARTICLE 1. Objet du marché

Lieu de prestation du service : Commune de Spycker

1.1 Objet des prestations : Séjour vacances hiver 2027

Il s'agit de l'organisation d'un séjour hiver 2027 au ski à destination de jeunes allant du CM2 à 17 ans maximum à la date du départ domiciliés ou non sur la commune de SPYCKER, d'une durée de 6 jours sur place.

L'équipe d'animation et de Direction sera gérée directement par la commune.

Départ le samedi 20 février au soir en bus de Spycker et un retour le samedi 27 février au matin en bus à Spycker.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales du Nord visant à offrir aux enfants ou aux adolescents, issus de familles de toutes ressources familiales, d'accéder à des activités culturelles et sportives au travers de séjours durant les vacances d'hiver 2027.

Le candidat devra respecter le cahier des charges de la présente consultation et proposer un séjour adapté. Le mémoire technique fera obligatoirement mention des références et expériences du candidat (agrément ...), faute de ces renseignements, l'offre ne sera pas analysée.

Pour cette prestation, les repas doivent obligatoirement être confectionnés à un professionnel de la restauration. **Le séjour devra convenir à toutes les tranches d'âge avec au moins 1 activité extra ski par groupe (ex : raquettes, chien de traineau, snowbike, yooner, piscine ...)**

Le candidat peut proposer jusqu'à 3 séjours Maximum.

Le tarif individuel propre ne devra pas excéder 1 000 euros TTC par enfant (100 enfants maximum).

Gratuité pour 15 adultes : 13 animateurs + 2 sous-directeurs + 1 directeur.

L'équipe de Direction et des animateurs sera directement gérée par la commune.

1.2 Objectifs

Permettre à des jeunes enfants ou adolescents, de toutes ressources familiales, de partir en vacances avec d'autres jeunes de leur âge.

Leur faire découvrir de nouveaux territoires, de nouvelles cultures, de nouvelles activités sportives, acquérir de nouvelles expériences, apprendre à vivre en communauté et participer aux moments clés de la vie.

1.3 Modalités d'inscription et suivi des familles :

Les inscriptions seront effectuées par la commune qui s'engage à informer le prestataire sur le déroulement des inscriptions. Le prestataire s'engage à fournir à la collectivité toutes les informations et tous les documents nécessaires pour le bon déroulement des inscriptions (dossiers d'inscription, fiches trousseaux et pièces annexes). Tous les documents et les listes complétés seront retournés au prestataire par la commune.

Le titulaire se chargera d'adresser aux familles la convocation de départ et retour du séjour. Le titulaire s'engage également à fournir à la commune, toute copie des courriers qui pourraient être envoyés aux familles par le directeur du séjour.

Le prestataire s'engage à organiser, en collaboration avec la commune une réunion d'information préalable avec les familles avant le séjour. Le lieu de réunion est décidé par la commune et les informations sont envoyées par cette dernière.

Cette réunion aura pour objet de présenter le séjour, les locaux, les programmes d'activités et de répondre à chaque question des parents.

1.4 Tarif des prestations

Le tarif individuel propre au séjour ne devra pas excéder **1 000 euros TTC** par enfant.

100 enfants maximum (Effectifs 2026 : 98 enfants : 62 enfants du CM2 à la 5ème et 36 adolescents de la 4ème à 17 ans)

Gratuité pour 15 adultes : 13 animateurs + 2 sous-directeurs + 1 directeur.

L'équipe de Direction et des animateurs sera directement gérée par la commune.

1.5 Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

Prestations supplémentaires éventuelles :

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

ARTICLE 2. Obligations générales des parties

2.1 Forme des notifications et informations :

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement. 3.1.2. La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

2.2. Obligations du Titulaire :

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les conditions prévues au présent C.C.P.

Le titulaire s'engage à maintenir le séjour même si l'effectif de la commune après les inscriptions n'est pas atteint. Dans ce cas, le titulaire pourra compléter le séjour par d'autres inscriptions de jeunes de tranches d'âges identiques et informera la commune du nombre d'enfants accueillis, les tranches d'âge et le nom des collectivités/associations concernées.

Le titulaire s'engage à fournir à la commune qui prend en charge les inscriptions tous les documents nécessaires : coordonnées des lieux de séjour, fiches d'inscriptions, et attestations spécifiques, descriptif du trousseau recommandé et autres documents liés au bon déroulement du séjour.

Le titulaire s'engage à ce qu'un interlocuteur référent soit en charge du suivi administratif des séjours, son nom, sa fonction et ses coordonnées seront transmises à la Collectivité.

Le titulaire s'engage à organiser en collaboration avec la commune une réunion d'information préalable avec les familles. Le lieu de réunion est décidé par la commune et les convocations sont envoyées par cette dernière.

2.3. Modalités en cas d'annulation d'un séjour :

En cas d'annulation du séjour pour des raisons de sécurité sur le site d'hébergement ou pour toute autre raison non attenant au prestataire, ce dernier s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour remplacer le dit séjour par un autre et en cas d'impossibilité à rembourser l'intégralité des versements qui auraient été effectués. Une nouvelle offre contractuelle détaillée sera ainsi soumise à la commune.

2.4. Communication :

Le prestataire retenu devra transmettre les coordonnées d'un interlocuteur direct et permanent chargé du suivi administratif.

Toute la communication du séjour sera réalisée par le Directeur du séjour – personnel de la commune.

2.5. Dispositions obligatoires pour l'ensemble du séjour :

Le séjour proposé comprend obligatoirement :

Tous les frais liés au séjour, dont notamment :

- l'adhésion éventuelle à l'association,
- le voyage (transport à l'aller et au retour) de la commune au lieu du séjour, les navettes éventuelles, etc...
- l'hébergement sur 1 ou 2 niveaux – si possible au pied des pistes
- la pension complète (petit déjeuner, déjeuner, goûter et dîner) – 1 repas VEGETARIEN maximum dans la semaine et repas typiques des sports d'hiver souhaités.
- Mise à disposition d'une salle commune pour les repas aux pieds des pistes
- Forfait de ski **sur 5 jours** + matériel de ski : chaussures – skis – bâtons et casque
- Enfants – 14 ans : cours de ski ESF sur 5 jours - 2H par jour + insignes
- Enfants de + 14 ans : cours de ski ESF sur 5 jours – 1 à 2 H par jour
- 1 activité spécifique : sortie traineau, ferme, marché, raquette, piscine Ces activités peuvent être différentes en fonction des tranches d'âges au choix du prestataire (- 14 ans - + 14 ans)
- l'avance des frais médicaux (le prestataire fera l'avance des frais et en demandera le remboursement aux familles),
- un budget pédagogique à disposition du directeur environ 20 euros par enfant
- les assurances reprises au CCP y compris le rapatriement,
- 1 réunion de présentation aux familles,
- La transmission des fiches d'inscriptions et tous descriptifs du séjour,
- L'envoi des convocations aux familles,

Toute proposition non conforme à ces critères sera rejetée sans être examinée au préalable.

Les prestations ne comprennent pas les dépenses personnelles, ni les pique-niques du départ ni les salaires de l'équipe d'animation.

Le départ se fera obligatoirement de Spycker. Le retour se fera également à Spycker.

- Assurances :

Le titulaire s'engage à fournir dès la notification du marché et dans un délai de 15 jours au plus tard au représentant de la collectivité, les copies de l'ensemble des polices d'assurances couvrant le séjour. Le titulaire fournira à la collectivité l'imprimé d'agrément du Ministère de la Jeunesse et des Sports pour le séjour.

- **Encadrement :**

Pas d'encadrement à prévoir. Personnel géré par la commune.

- **Déclaration :**

Le titulaire s'engage à exécuter toutes les démarches visant à déclarer le séjour au Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports Il produira un récépissé de déclaration (l'attestation de déclaration Jeunesse et Sports sera transmise avant le départ du séjour).

- **Dispositions pour les locaux des séjours proposés :**

Les locaux proposés pour le séjour doivent être agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports et être conformes à la réglementation des Centres de Vacances et de Loisirs définie par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports. En plus de répondre à ces impératifs, les locaux doivent être entretenus et maintenus propres selon les protocoles en vigueur.

- **Frais médicaux :**

Le titulaire aura à sa charge l'avance des frais médicaux. A charge pour lui de procéder à leur remboursement auprès des familles concernées.

2.6. Obligations de la Collectivité :

L'ensemble des inscriptions sera effectué par la commune et uniquement par elle.

En cas de désistement d'un participant, la commune pourra procéder à son remplacement jusqu'à cinq jours avant le départ. La Collectivité devra en informer l'opérateur économique par tout moyen de communication et fournir le dossier d'inscription du remplaçant.

ARTICLE 3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché correspond au délai d'exécution des services.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la notification.

ARTICLE 4. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- l'acte d'engagement
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le BPU valant DQE

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 5. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

ARTICLE 6. Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Ils comprennent tous les frais liés au séjour, dont notamment :

- l'adhésion éventuelle à l'association,
- le voyage (transport à l'aller et au retour) de la commune au lieu du séjour, les navettes éventuelles, etc...
- l'hébergement sur 1 ou 2 niveaux – si possible au pied des pistes
- la pension complète (petit déjeuner, déjeuner, goûter et dîner) – 1 repas VEGETARIEN maximum dans la semaine et repas typiques des sports d'hiver souhaités.
- Mise à disposition d'une salle commune pour les repas aux pieds des pistes
- Forfait de ski **sur 5 jours** + matériel de ski : chaussures – skis – bâtons et casque
- Enfants – 14 ans : cours de ski ESF sur 5 jours - 2H par jour + insignes
- Enfants de + 14 ans : cours de ski ESF sur 5 jours – 1 à 2 H par jour
- 1 activité spécifique : sortie traineau, ferme, marché, raquette, piscine Ces activités peuvent être différentes en fonction des tranches d'âges au choix du prestataire (- 14 ans - + 14 ans)
- l'avance des frais médicaux (le prestataire fera l'avance des frais et en demandera le remboursement aux familles),
- un budget pédagogique à disposition du directeur environ 20 euros par enfant
- les assurances reprises au CCP y compris le rapatriement,
- 1 réunion de présentation aux familles,
- La transmission des fiches d'inscriptions et tous descriptifs du séjour,
- L'envoi des convocations aux familles,

ARTICLE 7. Avances

L'option B du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

A.11.1. Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20% ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au décret relatif aux marchés publics engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie. A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 8. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 9. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 10. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 11. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

ARTICLE 12. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 13. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 14. Modalités de règlement des comptes

Acomptes :

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

Les versements des acomptes seront effectués selon les modalités suivantes :

Un acompte de 50 % maximum du prix total du séjour pourra être versé au plus tôt un mois avant les premiers départs. Le solde sera versé au retour de la cession.

Contenu de la demande de paiement :

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

La demande de paiement est établie selon les modalités suivantes :

Présentation des factures

Les factures seront adressées à :

Monsieur le Maire de SPYCKER
Service Comptabilité
6 avenue Raphaël PIGACHE
59380 SPYCKER

Pour respecter la pratique comptable la facture devra indiquer :

- la date,
- le nom et l'adresse du créancier,
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le détail des prestations facturées et le numéro du marché
- le taux et le montant de la T. V. A.
- le montant total T.T.C.

et être arrêtée en toutes lettres et signée.

ARTICLE 15. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : COMMUNE DE SPYCKER

SIRET : 21590576100015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 16. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, le délai de garantie est à déterminer par le candidat.

ARTICLE 17. Pénalités et primes

Absence à la réunion préparatoire du séjour

En cas d'absence à la réunion préparatoire ou de coordination, le titulaire encourt une pénalité fixée à 80 euros/par réunion.

Manquements

La commune pourra également appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros/manquement, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation (photos ou tout autre moyen de preuve) dans les cas suivants :

- Manquements en matière d'hygiène (restauration et hébergement)
- Manquements en matière de sécurité (transport des enfants et activités)
- Manquements concernant le déroulé du planning initial des activités (activités programmées non réalisées)

Pénalités pour absence à une réunion ou visite

Faute de remplir ses obligations contractuelles, le titulaire encourt l'application d'une pénalité pour absence à une réunion ou visite à laquelle l'un des membres de l'équipe dédiée était dûment convoqué par le maître d'ouvrage (la convocation pouvant être faite par courriel ou par ordre de service)

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$V * R / 1000$

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Dérogations relatives aux pénalités :

Les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 18. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 19. Egalité devant le service public - respect de la laïcité et de la neutralité

Le titulaire du marché assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur public est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire du marché pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur.

L'acheteur public informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

L'acheteur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par l'exploitant en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur public prononce à l'issue d'une procédure contradictoire :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté.

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté.

- une pénalité forfaitaire de 100 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat.

- une pénalité forfaitaire de 100 euros à l'encontre de l'exploitant pour toute absence à une réunion avec l'acheteur public portant sur la définition de mesures préventives ou correctrices sur l'égalité, la neutralité et la laïcité ou portant sur le suivi de ces mesures.

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

ARTICLE 20.Modifications

21.1 Prestations supplémentaires et modificatives :

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par avenant, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

21.2 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

21.3 Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.,
- changement de lieux de séjour

ARTICLE 21. Réception

Opérations de vérification :

23.1 Suivi des séjours :

Les inscriptions terminées, la commune prendra en charge l'organisation avec le prestataire de deux réunions d'information (par tranche d'âge).

Le titulaire se chargera d'adresser aux familles la convocation de départ et retour du séjour. Le titulaire s'engage à fournir à la collectivité toutes les informations nécessaires à l'organisation de ces séjours (horaires de départ, coordonnées des séjours ou du responsable sur le séjour...).

Réfaction :

23.2 Réfaction :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

ARTICLE 22. Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

24.1. L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

24.2. S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

24.3. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

24.4. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 23. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de LILLE

Tél. : 03 59 54 23 42
Fax : 03 59 54 24 45
Email : greffe.ta-lille@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de LILLE
Tél. : 03 59 54 23 42
Fax : 03 59 54 24 45
Email : greffe.ta-lille@juradm.fr

Règlement à l'amiable :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5. du CCAG-FCS.

ARTICLE 24. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Résiliation pour faute du titulaire :

26.1. L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
- k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- l) L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- o) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

26.2. Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 41.1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

26.3. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.